




CONSTAT PLOMB AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION

RAPPORT ETABLI A L'OCCASION D'UN CONSTAT AVANT DEMOLITION

Date du constat : 17/01/2022 - Date du rapport : mercredi 2 février 2022

PROPRIETAIRE	COMMANDITAIRE
Nom : ROUEN NORMANDIE AMENAGEMENT Adresse : 65 AVENUE DE BRETAGNE CS 21137 76175 ROUEN CEDEX 1	Nom : ROUEN NORMANDIE AMENAGEMENT Adresse : 65 AVENUE DE BRETAGNE CS 21137 76175 - ROUEN CEDEX 1

DOSSIER N°: 2022-01-0051

ADRESSE DES LOCAUX VISITES	
BAT G GARAGE STR BAT G GARAGE STR ALLEE JEAN DE BETHECOURT 76100 ROUEN	

Conclusion

Le constat de risque d'exposition au plomb dans les peintures a révélé la présence de revêtements contenant du plomb.

Classes d'unités de diagnostic / Exclusions (UD=Unité de diagnostic)						
UD de Classe	3 : Dégradé	2 : Etat d'usage	1 : Non visible ou non dégradé	0 : < 1 mg/cm ²	Non mesurées	Total
Nb	0	0	3	28	38	69
%	0.0%	0.0%	4.3%	40.6%	55.1%	100.0%

Fait à LE HAVRE

Le mercredi 2 février 2022

par **Patrice Pont**

A.D.C.
Le Havre Environnement Diagnostic SARL
8, rue du Bois 76610 Le Havre
Tél : 02 35 51 68 34 Fax : 02 35 21 68 15
RCS Le Havre Siret 805 421 000 0001

Visite réalisée le : 17/01/2022, par notre technicien en l'absence d'un représentant du donneur d'ordre

Circonstances et champs de la mission : Avant démolition;

Caractéristiques de l'appareil à fluorescence X :

Modèle : XLP 300 AW; N° de série : RTV1039-40; date chargement de la source : 03/07/2017; nature du nucléide : Cd 109; activité à la date de chargement de la source: 1480

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

DEKRA CERTIFICATION

5 AVENUE GARLANDE - 92220 BAGNEUX

Certification : N° DT11950 valide du 04/09/2017 au 03/09/2022

Assurance RCP : ALLIANZ OPERATIONS ENTREPRISES N°55745354 valide jusqu'au 31/12/2022

Ce rapport contient 18 pages indissociables et n'est utilisable qu'en original.

Edition en 1 exemplaire(s).

ADC Le Havre - Le Havre Environnement Diagnostic

Diagnostics immobiliers - Diagnostics avant travaux et démolitions - Caméra thermique

Siege Social : 8 rue du Bois, 76610 LE HAVRE. Tel : 02 35 51 68 34 Fax : 02 35 21 68 15. RCS Le Havre

Capital : SARL au capital de 10.000 Euros. Code APE : 7120B. N° TVA Intracommunautaire: FR264488451006

Sommaire

1	Objet de la mission	2
2	Appareil à fluorescence X	3
3	Locaux non visités et visités	4
4	Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti	4
5	Tableau récapitulatif des résultats	5
6	Les croquis	9
7	Annexes	9

1 OBJET DE LA MISSION

MISSION : 2022-01-0051

RAPPORT ETABLI A L'OCCASION D'UN CONSTAT AVANT DEMOLITION

DESCRIPTION DE LA MISSION

NOTAIRE
Nom :
Adresse :
-
Tel :

Adresse du bien visité : BAT G GARAGE STR
ALLEE JEAN DE BETHECOURT 76100 ROUEN
BAT G GARAGE STR

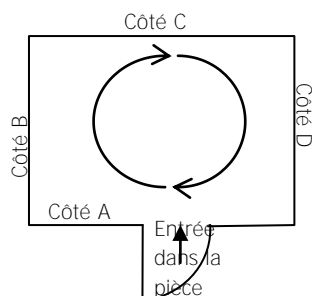
Nom locataire :

Tel locataire :

Accès :
Type : Entrepôt
Usage : Habitation (Maisons individuelles)
Date de construction : inconnue
Permis de construire : néant
Nombre de Niveaux :
 Supérieurs : Aucun
 Inférieurs : Aucun
Propriété bâtie : Oui

Partie : Partie Privative
Caractéristiques :
Cadastre :
 Section : non communiqué
 Parcelle : non communiqué
En copropriété : Non
Lots : non concerné

METHODOLOGIE



L'intérieur d'une pièce est repéré par les côtés (côté A, B, C, ...). La visite se fait dans le sens des aiguilles d'une montre, de gauche à droite, de bas en haut. Les ouvertures du côté sont repérées par leur numéro en commençant à gauche par l'élément 1 (porte 1, fenêtre 1, ...)

2 APPAREIL A FLUORESCENCE X

Nom du fabricant	NITON		
Modèle appareil	XLP 300 AW		
N° de série de l'appareil	RTV1039-40		
Nature du nucléide	Cd 109		
Date du dernier chargement de la source	03/07/2017	Activité à cette date : 1480	
Autorisation ASN (DGSNR)	N° T760541	Date d'autorisation : 25 janvier 2018	
	Date de fin de validité de l'autorisation : 14 Juillet 2023		
Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR)	Fabien PONT		
Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR)	Fabien PONT		
Fabricant de l'étalon	Niton	n° NIST de l'étalon :	SRM 2573
Concentration	1.04 mg/cm² mg/cm²	Incertitude :	+/- 0.06 mg/cm²
Vérification de la justesse de l'appareil			
Date	N° mesure	Concentration en mg/cm²	
24/01/2022 08:46:00	39	2.45	
24/01/2022 08:47:00	40	1.00	
24/01/2022 18:43:00	63	1.00	

3 LOCAUX NON VISITES ET VISITES

Le diagnostic est limité aux locaux et aux éléments rendus accessibles lors de la visite.

LOCAUX ET PARTIES D'OUVRAGES NON VISITES :

Locaux non visités :

Niv	Zone/Bât	Pièce	Justification
0		L004	Absence de clefs au niveau de l'établissement

PARTIES D'OUVRAGE NON VISITEES : TOUS LES LOCAUX ET PARTIES D'OUVRAGE ONT ETE VISITES

PIECES ET ELEMENTS EXCLUS DU DIAGNOSTIC : DES UNITES DE DIAGNOSTIC N'ONT PAS FAIT L'OBJET DE MESURES. CELLES-CI SONT RECENSEES DANS LE TABLEAU DES MESURES DES UNITES DE DIAGNOSTIC.

DESCRIPTIF DES LOCAUX VISITES :

Niveau	Zone/Bât	Local	Sol	Murs	Plafond	Corniche	Plinthe	Porte	Huisserie Porte	Fenêtre	Huisserie fenêtre	Volet
0		L001			peinture ou			peinture	peinture			
0		L002			peinture ou			peinture	peinture			
0		L003			peinture ou			peinture	peinture			
0		L005			peinture ou			peinture	peinture			
0		L006			peinture ou			peinture	peinture			
0		L007			peinture ou			peinture	peinture			
0		L008			peinture ou			peinture	peinture			
0		L009			peinture ou			peinture peinture ou	peinture peinture ou			
0		EXTERIEUR		peinture ou								

OBSERVATIONS RELATIVES AUX PIECES

Niv	Zone	Pièce	Observations
			Néant

4 SITUATIONS DE RISQUE DE SATURNISME INFANTILE ET DE DEGRADATION DU BATI

Situations de risque de saturnisme infantile

- ☐ - Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50 % d'unités de diagnostic de classe 3 ;
- ☐ - L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3 ;

Situations de dégradation du bâti

- ☐ - Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré ;
- ☐ - Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures ou de ruissellement ou d'écoulement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce ;
- ☐ - Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouverts de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité.

5 TABLEAU RECAPITULATIF DES RESULTATS

INTERPRETATION

- **NV non visible** : si le revêtement contenant du plomb (peinture par exemple) est manifestement situé en dessous d'un revêtement sans plomb (papier peint par exemple), la description de l'état de conservation de cette peinture peut ne pas être possible ;
- **ND non dégradé** ;
- **état d'usage**, c'est-à-dire présence de dégradations d'usage couramment rencontrées dans un bien régulièrement entretenu (usure par friction, traces de chocs, microfissures...) : ces dégradations ne génèrent pas spontanément des poussières ou des écailles ;
- **dégradé**, c'est-à-dire présence de dégradations caractéristiques d'un défaut d'entretien ou de désordres liés au bâti, qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles (pulvérisation, écaillage, cloquage, fissures, faïençage, traces de grattage, lézardes).

Pour les revêtements faisant l'objet de prélèvements, les résultats de l'analyse chimique en laboratoire seront connus seulement après la visite. Par conséquent, la description de leur état de conservation est systématique lors de la visite.

Les relevés des mesures comprennent :

1. Le numéro de mesure
2. la dénomination du local
3. le niveau (0 correspond au rez-de-chaussée, 1 correspond au premier étage, -1 correspond au premier sous-sol, ...)
4. la zone (le sol, le plafond et une lettre pour chaque mur : A,B,C ...)
5. la dénomination de l'unité de diagnostic (Mur, porte, fenêtre, ...)
6. le substrat
7. le revêtement apparent
8. la localisation de la mesure
9. la mesure exprimé en mg/cm²
10. la nature de la dégradation
11. le classement (D : dégradé, EU : état d'usage, ND : non dégradé, NV : non visible)
12. Observations
Coul : traces importantes de coulures ou traces importantes de ruissellement ou d'écoulement d'eau
Mois : Moisissures
Hum : Tâches d'humidité
Eff : plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré

Comment lire les tableaux qui suivent :

- **Résultats de mesures de classe 3 : dégradé (concentration en plomb ≥ 1 mg/cm²)**
- **Résultats de mesures de classe 2 : état d'usage (concentration en plomb ≥ 1 mg/cm²)**
- **Résultats de mesures de classe 1 : non dégradé ou non visible (concentration en plomb ≥ 1 mg/cm²)**
- Résultats de mesures de classe 0 (concentration < 1 mg/cm²)
- **Unité de diagnostic non mesurée avec justification « non mes. »**

Les numéros de mesures de test : 39, 40, 63

- Local : L001						Nombre total d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm ²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
	0		Sol	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0		Plinthe	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
1	0		Plafond	Autre	Peinture ou Autre		0.04		0	
2							0.01			
	0	B	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0	C	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0	D	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
3							0.01			
4	0	A	porte	Autre	Peinture		0.00		0	
5							0.02			
6	0	A	Huisserie porte	Autre	Peinture		0.05		0	

- Local : L002						Nombre total d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
	0		Sol	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0		Plinthe	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
7 8	0		Plafond	Autre	Peinture ou Autre		0.05 0.00		0	
	0	B	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0	C	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0	D	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
9 10	0	A	porte	Autre	Peinture		0.02 0.03		0	
11 12	0	A	Huisserie porte	Autre	Peinture		0.00 0.01		0	

- Local : L003						Nombre total d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
	0		Sol	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0		Plinthe	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
13 14	0		Plafond	Autre	Peinture ou Autre		0.00 0.04		0	
	0	B	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0	C	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0	D	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
15 16	0	A	porte	Autre	Peinture		0.05 0.00		0	
17 18	0	A	Huisserie porte	Autre	Peinture		0.02 0.05		0	

- Local : L005						Nombre total d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
	0		Sol	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0		Plinthe	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
19 20	0		Plafond	Autre	Peinture ou Autre		0.02 0.05		0	
	0	B	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0	C	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0	D	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
21 22	0	A	porte	Autre	Peinture		0.03 0.00		0	
23 24	0	A	Huisserie porte	Autre	Peinture		0.04 0.05		0	

- Local : L008						Nombre total d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
	0		Sol	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0		Plinthe	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
25 26	0		Plafond	Autre	Peinture ou Autre		0.04 0.02		0	
	0	B	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0	C	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0	D	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
27 28	0	A	porte	Autre	Peinture		0.01 0.02		0	
29 30	0	A	Huisserie porte	Autre	Peinture		0.02 0.05		0	

- Local : L009						Nombre total d'unités de diagnostic : 10 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
	0		Sol	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0		Plinthe	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
31 32	0		Plafond	Autre	Peinture ou Autre		0.00 0.04		0	
	0	B	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0	C	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0	D	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
33	0	D	porte	Autre	Peinture ou Autre		5.33	ND	1	
34	0	D	Huisserie porte	Autre	Peinture ou Autre		4.60	ND	1	
35 36	0	A	porte	Autre	Peinture		0.05 0.03		0	
37 38	0	A	Huisserie porte	Autre	Peinture		0.05 0.00		0	

- Local : L006						Nombre total d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
	0		Plinthe	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
41 42	0		Plafond	Autre	Peinture ou Autre		0.03 0.03		0	
	0	B	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0	C	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0	D	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
43 44	0	A	porte	Autre	Peinture		0.04 0.03		0	
45 46	0	A	Huisserie porte	Autre	Peinture		0.01 0.02		0	

- Local : L007						Nombre total d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
	0		Plinthe	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
47	0		Plafond	Autre	Peinture ou Autre		0.00		0	
48							0.05			
	0	B	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0	C	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
	0	D	Mur	autre	brut		non mes.			matériaux bruts
49	0	A	porte	Autre	Peinture		0.00		0	
50							0.00			
51	0	A	Huisserie porte	Autre	Peinture		0.05		0	
52							0.01			

- Local : EXTERIEUR						Nombre total d'unités de diagnostic : 5 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
53	0	A	Mur	Autre	Peinture ou Autre		0.03		0	
54							0.02			
55	0		Charpente métal L009	Autre	Peinture ou Autre		5.73	ND	1	
56							4.21			
57	0	B	Mur	Autre	Peinture ou Autre		0.02		0	
58							0.01			
59	0	C	Mur	Autre	Peinture ou Autre		0.01		0	
60							0.00			
61	0	D	Mur	Autre	Peinture ou Autre		0.00		0	
62							0.01			

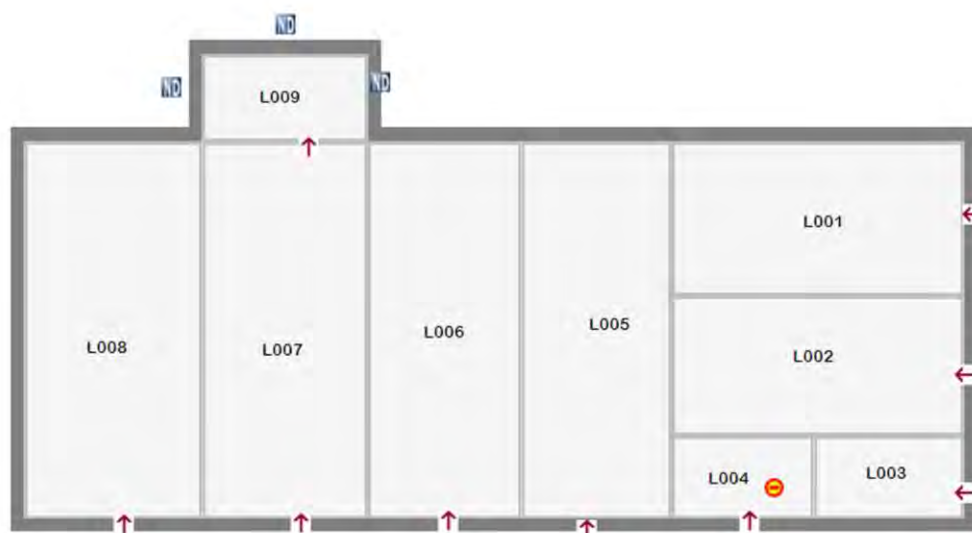
Interprétation rappel :

- Mesures de classe 3 : effectuer les travaux de remise en état
 - Mesures de classe 2 : maintenir en bon état
 - Mesures de classe 1 : maintenir en bon état
 - Résultats de mesures de classe 0 (concentration <1 mg/cm²)
 - Unité de diagnostic non mesurée avec justification « non mes. »
- En cas de doublage des surfaces murales ou plafonds, nous ne pouvons pas conclure sur l'absence ou la présence de plomb dans les revêtements doublés

6 LES CROQUIS

Présence de plomb dans les peintures :  non dégradé,  non visible,  état d'usage,  dégradé

Locaux inaccessibles,  sens de la visite.



ROUEN NORMANDIE AMENAGEMENT
BAT G GARAGE STR - BAT G GARAGE STR
ALLEE JEAN DE BETHECOURT 76100 ROUEN
Niveau 0

7 ANNEXES

Références réglementaires

Le présent rapport établit un diagnostic sur les risques inhérents à la présence de plomb en application de :

- ☒ Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb
- ☒ [code de la santé publique](#), notamment les articles L. 1334-5 à L. 1334-10 et R. 1334-10 à R. 1334-12
 - Art. R. 1334-10. - L'auteur du constat de risque d'exposition au plomb établi en application de l'article L. 1334-5 identifie les éléments comportant un revêtement, précise la concentration en plomb de ces revêtements et la méthode d'analyse utilisée pour la mesurer et décrit l'état de conservation des revêtements contenant du plomb, selon un protocole précisé par un arrêté conjoint des ministres chargés du logement et de la santé. Il consigne, le cas échéant, dans le rapport du constat la liste des facteurs de dégradation du bâti mentionnés à l'article L. 1334-5 qu'il a relevés.

- Lorsque l'auteur du constat transmet une copie du constat au préfet en application de l'article L. 1334-10, il en informe le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement.
 - Art. R. 1334-11. - Le constat de risque d'exposition au plomb est dressé par un contrôleur technique agréé au sens de l'article L. 111-25 du code de la construction et de l'habitation ou par un technicien de la construction qualifié.
 - Art. R. 1334-12. - L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux prévue par l'article L. 1334-9 est réalisée par la remise d'une copie du constat de risque d'exposition au plomb par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.
 - Article L1334-9 (Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 art. 76 III Journal Officiel du 11 août 2004) (Ordonnance n° 2005-1087 du 1 septembre 2005 art. 2 I Journal Officiel du 2 septembre 2005). Si le constat, établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6 à L. 1334-8, met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté mentionné à l'article L. 1334-2, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale.
- ☒ Le constat de risque d'exposition au plomb est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'article L. 1421-1 ainsi que, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale.

Le vendeur ou son mandataire transmettra une copie du présent rapport, annexes comprises aux occupants et aux personnes appelées à faire des travaux dans l'immeuble.

Notice d'information

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : lisez-le attentivement !
- la présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- s'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- s'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- s'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent ;
- lutez contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;
- veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :

- si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales des territoires, des agences régionales de la santé ou des services communaux d'hygiène et de santé, ou sur les sites internet des ministères chargés de la santé et du logement.

Autorisation ASN/DGSNR et attestation du fabricant de la source



Distribution

Assistance technique

Maintenance d'équipements
scientifiques

Traduction du document ThermoFisher Scientific du 1^{er} mars 2011 signé par Dr. Björn Klaue Usage maximal des sources Cd-109 dans les analyseurs de fluorescence X portables Niton

A qui de droit,

Considérant les performances des analyseurs de fluorescence X portables Thermo Scientific Niton pourvus d'une source isotopique Cd-109 conçus pour l'analyse du plomb dans la peinture nous actons les points suivants :

Basée sur la période radioactive du Cd-109 établie par la physique à 462,6 jours, l'utilisation maximale d'une source Cd-109 est déterminée par l'activité résiduelle minimale pour une durée d'analyse utile avec des ratios signal/bruit statistiquement acceptables, soit **75 MBq**.

- Pour un analyseur avec une source Cd-109 d'une activité initiale de **370 MBq** cette valeur limite est atteinte après **36 mois**.
- Pour un analyseur avec une source Cd-109 d'une activité initiale de **1480 MBq** cette valeur limite est atteinte après **64 mois**.

Ces durées limites sont indépendantes de l'utilisation réelle de l'analyseur. L'horloge de décroissance de la source démarre dès l'assemblage de celle-ci. Avec la décroissance de la source le temps d'analyse effectif nécessaire pour acquérir des données analytiques pertinentes augmente au moins proportionnellement. Vers la fin de vie de la source le rapport signal sur bruit décroît même plus vite car le bruit électronique devient prédominant. Avec une activité inférieure à 75 MBq les temps d'analyse nécessaires augmentent dans des proportions telles qu'ils rendent l'instrument impropre à son utilisation. Aux très basses activités d'autres sources d'erreur diminuent la précision et la justesse des résultats.

Ces durées d'utilisation maximales de 36 (source 370 MBq) et 64 mois (source 1480 MBq) avant un inévitable remplacement de la source sont simplement basées sur des lois et des constantes physiques. Au-delà de ces durées les appareils deviennent pratiquement inutilisables en seulement quelques semaines. Les intervalles maximaux de remplacement de source devraient par conséquent être programmés de façon à ne pas excéder ces durées afin que le cycle d'utilisation soit optimal avec de bonnes performances de l'analyseur.

Si l'on considère une analyse réalisée avec un analyseur Niton sur un échantillon contenant 1 mg/cm² de plomb nous statuons que :

Pendant cette durée l'appareil garantit que 95 % des résultats de mesures réalisées sur un échantillon standardisé de concentration voisine de 1 mg/cm², sont comprises dans un intervalle : [valeur cible - 0,1 mg/cm² ; valeur cible + 0,1 mg/cm²].

Au-delà des durées limites mentionnées précédemment (soit 36 ou 64 mois selon l'activité initiale de la source) nous ne pouvons garantir que l'analyse définie ci-dessus puisse être réalisée avec une erreur inférieure à ±0,1 mg/cm² dans un intervalle de confiance de 95% (2σ).

Nom de la société : LH ENVIRONNEMENT

Modèle de l'analyseur : XLP300 40mCi

N° série de l'analyseur : 11088

N° de série de la source : RTV-1039-40

Date d'origine de la source : 03/07/2017

Date de fin de validité de la source : 01/11/2022

Fondis Bioritech
26 avenue Duguay Trouit
78980 VOISINS LE BRETONNEUX
Tél : +33 (0)1 34 52 10 30
Fax : +33 (0)1 30 57 33 25
E-mail : info@fondis-bioritech.com
Site : www.fondis-bioritech.com
SAS au capital de 2 500 000 € - Siret 428 583 637 00031 - APE 4652Z - N° TVA : FR 15 428 583 637 - Lieu de juridiction : Versailles



Niton Europe GmbH · Joseph-Dollinger-Bogen 9 · 80807 München · Germany

01.03.2011

Maximum Usage Time for Cd-109 Sources in Thermo Scientific Niton XRF Analyzers

To Whom It May Concern

With regard to the instrument performance of Cd-109 isotope source based handheld Thermo Scientific Niton XRF analyzers designed for lead-in-paint applications we state the following:

Based on the established physical half-life of Cd-109 of 462.6 days, the maximum use for a Cd-109 source is determined by the minimum remaining activity for a useful analysis time with statistically acceptable signal-to-noise ratios, which is 75 MBq.

- For an analyzer with a Cd-109 source with an initial activity of **370 MBq** this limit is reached after **36 months**.
- For an analyzer with a Cd-109 source with an initial activity of **1480 MBq** this limit is reached after **64 months**.

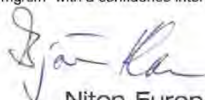
These limits are independent of the actual use of the instrument. The clock for the decay of the source starts with the assembly of the source. With the decay of the source the actual analysis time necessary to acquire meaningful analytical data increases at least proportionally. Towards the end of the life for the source the signal-to-noise ratio decreases even further because the electronic noise sources become more dominant. At an activity below 75 MBq the required analysis times increase to levels which render the instrument impractical for the application. At very low activities also other sources of error diminish the precision and accuracy of the results.

The stated maximum usage times of 36 (370 MBq source) and 64 months (1480 MBq source) prior to the inevitable resourcing are simply based on physical constants and laws. Past those usage periods the units become practically useless within only few weeks. The maximum re-sourcing intervals should therefore be scheduled to not exceed those maximum periods to ensure the optimum duty cycle within proper performance characteristics the analyzer.

Assuming that an analysis is performed with a Niton analyzer on a sample containing 1 mg/cm² of lead, we state the following:

Beyond the time limits stated above (i.e. : 36 months or 64 months depending on the initial activity of the source), we cannot guarantee that the analysis described above can be performed with an error smaller than +/- 0.1 mg/cm² with a confidence interval of 95% (2σ).

Sincerely



Dr. Björn Klaue
General Manager
Director Technical Support and Applications
Radiation Safety Officer

Niton Europe GmbH
Joseph-Dollinger-Bogen 9 · D-80807 München
Tel. +49-89-36 81 38 0 · Fax +49-89-36 81 38 30
E-mail: europe@niton.com

Niton Europe GmbH
Joseph-Dollinger-Bogen 9
80807 München
Germany

Tel. +49-(0)89-36 81 38 0
Fax +49-(0)89-36 81 38 30
Email: niton.eur@thermo.com

Bankverbindung
Commerzbank AG
Kto-Nr. 6215000
BLZ 750 400 61
IBAN DE 38 7634 0061 0021 8000 00
SWIFT COBADE33

Geschäftsführer:
Dr. Olaf Haupt, Dr. Björn Klaue
James R.E. Coley, Peter van der Zande
Amtsgericht München HRB 129190
Ust-ID-Nr. DE 205 372 303

www.thermo.com

**DECISION N°CODEP-CAE-2018-005434 DU 25/01/2018 DU PRÉSIDENT DE
L'AUTORITÉ DE SÛRETÉ NUCLEAIRE PORTANT RENOUVELLEMENT
D'AUTORISATION D'EXERCER UNE ACTIVITÉ NUCLEAIRE A DES FINS NON
MEDICALES DELIVREE A LE HAVRE ENVIRONNEMENT DIAGNOSTIC POUR SON
ETABLISSEMENT DU HAVRE**

Le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1333-8, L. 1333-9 et R. 1333-17 ;

Vu le code du travail, notamment ses articles R. 4451-1 à R. 4451-144 ;

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 592-21 ;

Vu la décision portant autorisation précédemment délivrée sous la référence CODEP-CAE-2013-040304 ;

Après examen de la demande reçue le 21/12/2017 présentée par la société LE HAVRE ENVIRONNEMENT DIAGNOSTIC, co-signée par le gérant (*formulaire daté du 18/12/2017*),

DECIDE :

Article 1 : La décision portant autorisation d'exercer une activité nucléaire à des fins non médicales est délivrée à la société LE HAVRE ENVIRONNEMENT DIAGNOSTIC (personne morale titulaire de l'autorisation) pour son établissement du HAVRE.

La société LE HAVRE ENVIRONNEMENT DIAGNOSTIC est représentée par son gérant, signataire de la demande.

Cette décision permet au titulaire de **détenir et utiliser des radionucléides en sources scellées ainsi que les produits et dispositifs en contenant.**

Cette décision est accordée pour des sources de rayonnements ionisants destinées à des fins **d'analyse par fluorescence X pour recherche de plomb dans les peintures ;**

Article 2 : L'exercice de l'activité nucléaire autorisée par la présente décision doit répondre aux caractéristiques et aux prescriptions mentionnées en annexes 1, 2 et 3.

Article 3 : La réception des installations ne peut être prononcée par le titulaire qu'après la réalisation des contrôles initiaux prévus aux articles R. 1333-32 du code de la santé publique et R. 4451-29 du code du travail. Les non-conformités signalées lors de ces contrôles devront faire l'objet d'un suivi formalisé. Tant que la réception des installations n'a pas été prononcée, la présente décision est limitée à :

- la détention des sources de rayonnements ionisants mentionnées dans la présente décision,
- l'utilisation des sources de rayonnements ionisants mentionnées dans la présente décision à la seule fin de réalisation des contrôles initiaux prévus aux articles R. 1333-32 du code de la santé publique et R. 4451-29 du code du travail.

Article 4 : La présente décision, enregistrée sous le numéro T760541 est référencée CODEP-CAE-2018-005434. Elle met fin à l'autorisation référencée CODEP-CAE-2013-040304.

Article 5 : Cette décision portant autorisation, non transférable, est valable jusqu'au 14/07/2023.

Elle peut être renouvelée sur demande adressée à l'Autorité de sûreté nucléaire dans un délai minimum de six mois avant son échéance.

Article 6 : La cessation de l'activité nucléaire autorisée doit être portée à la connaissance de l'Autorité de sûreté nucléaire six mois avant sa date prévisionnelle.

Article 7 : Les conditions d'exercice de l'activité nucléaire doivent être conformes aux dispositions prévues par le Code de la santé publique et le Code du travail, ainsi qu'aux dispositions décrites dans le dossier de demande d'autorisation.

En cas de non-respect de ces dispositions, des sanctions sont prévues par les articles L. 1337-5 et suivants du code de la santé publique.

Article 8 : La présente décision peut être déférée devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 9 : La présente décision est notifiée au titulaire de l'autorisation.

Fait à Caen, le 25 janvier 2018.

**Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire et par délégation,
La Chef de division**


Hélène HERON



CERTIFICAT

DE COMPETENCES

Diagnosticqueur immobilier certifié

DEKRA Certification SAS certifie que Monsieur

Patrice PONT

est titulaire du certificat de compétences N° DTI1950 pour :

	DU	AU
- Constat de Risque d'Exposition au Plomb	04/09/2017	03/09/2022
- Diagnostic amiante sans mention	04/09/2017	03/09/2022
- Diagnostic amiante avec mention	04/09/2017	03/09/2022

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L271-4 et suivants, R271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application*) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

* Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréés pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ; Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 14 décembre 2009 et du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performances énergétiques ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 08 décembre 2009 et du 13 décembre 2011 ; Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 15 décembre 2009 et 15 décembre 2011 ; Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 10 décembre 2009 et 2 décembre 2011.



Le Directeur Général, Yvan MAINGUY
Bagneux, le 31/08/2017



Numéro d'accréditation :
4-0081
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

Le non-respect des clauses définies dans les Conditions Générales peut rendre ce certificat invalide.

Seule la version originale du certificat, avec bande argentée à gauche, fait foi.

DEKRA Certification SAS * 5 avenue Garlande - F92220 Bagneux * www.dekra-certification.fr

Attestation d'assurance de l'opérateur

Attestation d'assurance



Responsabilité Civile

Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé 1 cours Michelet CS 30051 92076 Paris La Défense Cedex, atteste que :

SARL LE HAVRE ENVIRONNEMENT DIA
8 RUE DU BOIS
76610 LE HAVRE

Est titulaire d'un contrat **Allianz Responsabilité Civile Activités de Services** souscrit sous le numéro **55745354**, qui a pris effet le **1^{ER} janvier 2016**.

Ce contrat a pour objet de :

- satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 – 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271- 1 à R 212- 4 et L 271- 4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes subséquents ;
- garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

- DIAGNOSTICS REGLEMENTAIRES LIES A LA VENTE OU A LA LOCATION D'IMMEUBLES.

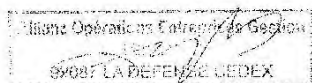
- ❖ LOI CARREZ
- ❖ DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION
- ❖ DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT VENTE
- ❖ DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE
- ❖ DIAGNOSTIC GAZ ET ELECTRICITE
- ❖ EXPOSITION AU PLOMB (CREP)
- ❖ RECHERCHE DE PLOMB AVANT TRAVAUX
- ❖ DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE
- ❖ DIAGNOSTIC TECHNIQUE SRU

La présente attestation est valable du 01/01/2022 au 31/12/2022, sous réserve du paiement des cotisations,

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur et ne peut engager celui-ci au-delà des limites du contrat auquel elle se réfère. Les exceptions de garantie opposables au souscripteur le sont également aux bénéficiaires de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances...).

Toute adjonction autre que les cachet et signature du représentant de la Compagnie est réputée non écrite.

Etablie à LYON, le 16/12/2021



Attestation Responsabilité Civile

Allianz IARD – Entreprise régie par le Code des Assurances – Société anonyme au capital de 991 967 200 euros
Siège social : 1 cours Michelet – CS 30051 – 92076 PARIS LA DEFENSE CEDEX – 542 110 291 RCS Nanterre